

ALFRED REBOUX

Propriétaire-Gérant

ABONNEMENTS :

Rebats-Tournois : Trois mois . . . 13.00
Six mois . . . 26.00
Un an . . . 50.00

Road, Pas-de-Calais, Somme, Aisne, trois mois . . . 15 fr.
La France et l'Étranger, les frais de poste en sus.

Le prix des Abonnements est payable d'avance. — Tout abonnement continue, jusqu'à réception d'avis contraire.

JOURNAL DE ROUBAIX

MONITEUR POLITIQUE, INDUSTRIEL, COMMERCIAL DU NORD

Le JOURNAL DE ROUBAIX est désigné pour la publication des ANNONCES LEGALES & JUDICIAIRES

ALFRED REBOUX

Propriétaire-Gérant

INSERTIONS :

Annonces : la ligne . . . 20 ct
Réclames : 1^{re} . . . 30 ct
Faites divers : . . . 20 ct
On peut traiter à forfait pour les abonnements d'annonces.

Les abonnements et les annonces sont envoyés à Roubaix, au bureau du Journal, à Lille, chez M. QUAREZ, Libraire, Grande-Place; à Paris, chez MM. HAVAS, LAFITTE et C^o, 34, rue Notre-Dame-des-Victoires, (place de la Bourse); à Bruxelles, à l'Office de Presse.

COURSES DE PARIS

(Services gouvernementaux)

| | |
|------------------|--------|
| 2 Juin | |
| 5 0/0 | 68 90 |
| 4 1/2 | 98 10 |
| Emprunts (5 0/0) | 103 80 |

| | |
|------------------|--------|
| 4 Juin | |
| 5 0/0 | 69 30 |
| 4 1/2 | 98 00 |
| Emprunts (5 0/0) | 104 20 |

Services particuliers du Journal de Roubaix.

| | |
|------------------------------------|-----------|
| Actions Banque de France | 3150 00 |
| " Société. gén. dé. tache | 468 00 |
| " Crédit Foncier de France | 587 00 |
| " Chemins autrichiens | 458 00 |
| " Lyon | 996 00 |
| " Est | 595 00 |
| " Ouest | 653 00 |
| " Nord | 1280 00 |
| " Midi | 770 00 |
| " Suez | 647 00 |
| 6 0/0 Péruvien | 00 0/0 |
| Actions Banque ottomane (ancienne) | 00 0/0 |
| " Banque ottomane (nouvelle) | 323 00 |
| Londres cour | 25 17 0/0 |
| Crédit Mobilier | 132 00 |
| Turc | 8 15 |

DEPECES COMMERCIALES

New-York, 4 juin.
Change sur Londres 4.88 0/0; change sur Paris, 5.12 0/0.
Valeur de l'or, 105 5/8.
Café good fair, (la livre) 19 3/8.
Café good Cargoes, (la livre) 20 1/8.
Marché soutenu.

Hâvre, 4 juin.
Ventes 2,500 balles, très bonne demande, haussant trésor 7,374 low 73,735

Liverpool, 4 juin.
Ventes 20,000 balles, hausse 1/16 à 1/8.

New-York, 4 juin.
11 3/8
Recettes de la semaine 2,000.

ROUBAIX 4 JUIN 1877.

La manifestation d'hier.

La manifestation faite hier par Roubaix a été bien au dessus de ce que beaucoup espéraient et de ce que quelques-uns pouvaient redouter. Aucune entente ne l'avait préparée; le clergé des paroisses, pour des raisons diverses, s'était abstenu de toute démarche; un simple avis adressé aux catholiques a suffi, et jamais on ne vit un mouvement plus spontané, un plus grandiose et plus éclatant témoignage des sentiments d'une grande ville.

Et c'était pour le Pape, pour cet homme honni, conspué comme l'ennemi de la civilisation moderne; c'était pour lui que tant de maisons, riches et pauvres, grandes et petites, s'étaient décorées hier ! C'était pour la Papauté, pour cette institution chancelante qui s'élève encore comme un dernier obstacle au Progrès

à la paix du monde; c'était pour cette citadelle verrouillée, qui va bientôt s'écrouler, dit-on, que tant de milliers d'hommes avaient voulu confesser publiquement leur foi !

Prodige étonnant ! Inconcevable folie ! Et ce dont nous avons été les témoins, s'est accompli dans tous les pays des deux continents où l'on dispute encore à la Révolution un dernier lambeau de liberté.

Mais, nulle part on n'aura vu rien de plus imposant et de plus admirable. Tous les hommes qui pensent et qui étudient, tous ceux qui cherchent des enseignements dans les faits, amis, ennemis ou indifférents, ont été surpris et impressionnés par cette journée; tous peuvent en tirer d'utiles et de fortifiantes leçons.

Non, le catholicisme ne va pas périr ! non, l'Eglise et la Papauté ne sont pas arrivées à la veille de leur chute ! Plus elles sont menacées, plus les peuples se serrent autour d'elles et leur prodigent les marques de leur respect. On avait dit que ces institutions étaient devenues au moins indifférentes au plus grand nombre, que les populations voulaient secouer ces vestiges d'un passé, condamné désormais à disparaître. Et voici que, sans cause apparente, les populations se lèvent et arborent unanimement, et pour la première fois dans Roubaix, les couleurs du Pape ! Elles jettent tout à coup cet ironique défi à la face de ceux qui les calomniaient.

Ce qui s'est passé hier, à Roubaix, est d'autant mieux fait pour surprendre et rassurer les meilleurs esprits, qu'aussi haut que nous remontons, dans nos annales locales, nous n'y voyons rien de pareil. Et pourtant, nos pères étaient croyants; ils étaient, eux aussi, les serviteurs fidèles de l'Eglise. Mais quand les dangers s'accroissent, les convictions s'affirment, et plus la Religion est attaquée, calomniée, persécutée, plus elle s'élève, forte et grande, dans le cœur des peuples. On a voulu perdre le Pape, et on a fait mieux connaître et mieux aimer le Pape.

Ces milliers d'orfèbres, aux couleurs pontificales, qui flottaient, hier, au radieux soleil de juin, renfermaient dans leurs plis une négation et une affirmation. Ils disaient aux ennemis : « Vous prétendez que l'Eglise est l'adversaire de la société, de la paix, de la liberté : Nous ne vous croyons pas ! »

« Vous nous dites que le Pape a toujours été l'allié des oppresseurs des peuples : Nous ne vous croyons pas ! »

« Vous nous dites que le catholicisme ne peut vivre avec la science et avec le progrès : Nous ne vous croyons pas ! »

« Vous nous dites que le Pape est un menteur, qu'il nous trompe : Nous ne vous croyons pas ! »

« Vous nous dites que les catholiques ne sont pas de bons patriotes : Nous ne vous croyons pas ! »

« Vous nous dites que ceux qui vivent de leur travail n'ont rien à attendre de

la Religion; qu'ils n'auront pas de compensation à leurs douleurs, aux iniquités, aux injustices dont ils souffrent parfois; vous nous dites qu'il n'y a pas de Dieu et par conséquent pas de Droit, pas de Réparation pour nous : Nous ne vous croyons pas ! »

Ces oriflammes voulaient dire aussi : Nous sommes avec le Pape; nous confessons la foi de Pie IX; nous acceptons ses enseignements; abolir la Papauté, ce serait décapiter le genre humain. Nous sommes les fils de l'Eglise catholique et les fils de la Révolution ne prévaudront pas contre nous !

Où, il y a dans cette manifestation de toute une grande cité, un enseignement qui ne doit pas être méconnu. Si les partis politiques sont nombreux et divisés parmi nous, le principe catholique a conservé des racines profondes qu'on n'arrachera pas; c'est par ce principe que se fera bientôt l'union, et l'union c'est le salut !

ALFRED REBOUX.

La presse et la justice

Nous aimons la liberté et toutes nos sympathies sont acquises à ceux qui la défendent; c'est pour cela que, en face des procès intentés aux journaux radicaux, nous n'hésitons pas un instant à déclarer de quel côté se trouvent nos sympathies; à notre avis, le gouvernement et la magistrature défendent la liberté outrageusement violée par une catégorie d'écrivains qui n'est qu'un produit révolutionnaire.

Il y a une doctrine gouvernementale, peut être contestable, qui établit cet axiome : plus il y a de libertés, plus l'exécution des lois doit être rigoureusement assurée. Nous disons que cette doctrine est contestable, car il y en a une autre, que défendent les meilleurs esprits, d'après laquelle les libertés ne doivent être octroyées et mises en usage qu'à mesure que les bénéficiaires en sont dignes et sont capables d'en user avec sagesse et profit.

Mais nous ne discutons pas ce point de théorie, puisque nous nous trouvons en face de faits. Or, il est certain que jamais, en France, sous un gouvernement légalement institué, la presse n'a joui d'une liberté égale à celle qu'a créée la troisième République. Nous sommes en présence d'une législation établie, qui, pour provisoire qu'elle est, n'en exige pas moins notre respect. C'est pour cela que, à notre avis, il faut féliciter le gouvernement d'appliquer cette doctrine, que plus les lois sont libérales, plus il faut veiller à leur stricte exécution; c'est pour cela que nous trouvons parfaitement justes les condamnations qui viennent d'atteindre quelques journaux de mauvais renom. Et c'est la cause de la liberté que la justice vient de venger des atteintes qu'elle avait subies.

Ne faisons pas ici de fausse sensibilité, de la sensiblerie. Qu'on ne vienne pas nous dire que nous applaudissons aux épreuves infligées à des confrères. Nous ne reconnaissons pas comme confrères les hommes qui ne prennent une plume que pour outrager ce que

nous respectons et nous aimons. Est-ce que nous, citoyens paisibles et honnêtes, assidus au travail quotidien, nous éprouvons quelque sympathie pour les natures perverses, qui se jettent en dehors de la société, qui commettent vol ou crime, qui se déshonorent par quelque forfait, et que la société est obligée de frapper, de punir et quelquefois de rejeter hors d'elle par le supplice. Ce que l'homme en général éprouve pour son semblable qui a forfait, pourquoi le journaliste, ne l'éprouverait-il pas pour l'écrivain qui déshonore sa plume et qui s'en sert comme d'un instrument pour outrager ou provoquer au crime ? Quelle pitié aurions-nous pu concevoir pour les hommes qui, lors de la Commune, excitaient au meurtre, au pillage ou à l'incendie.

Qu'on ne vienne pas nous dire que les condamnés de ces derniers jours n'ont point provoqué au meurtre et à l'incendie; nous répondrions ils furent les amis, ils sont les successeurs de ces sinistres bandits de la plume qui firent rage en 1871; ils sont les amis de ceux qui ne sont pas morts; et si les mêmes circonstances se présentaient qui oserait dire qu'ils ne parleraient pas, qu'ils n'agiraient pas comme leurs amis morts ou vivants. Même ne saient pas que quelques-uns des hommes que la loi a frappés de mort civile, publient encore leurs élocubrations dans les feuilles rouges au mépris de la loi.

Non, ce ne sont pas des confrères pour nous que les hommes atteints par la justice pour avoir outragé tout ce qui mérite le respect de tous; et si nous sommes surpris d'une chose, c'est uniquement de l'impunité dont ils ont joui si longtemps. Nous ne réservons notre pitié que pour les malfaiteurs qui se repentent.

ALEXANDRE WATTEAU.

La guerre d'Orient.

Asie. — Nous recevons d'un de nos correspondants la dépêche suivante : Erzeroum, 1er juin, 4 h. soir. Kars est complètement investi. Les Turcs viennent d'être complètement battus. On craint une insurrection. Attendez-vous à de graves événements. Tout semble perdu.

Nous savions déjà qu'Araban n'a pas été repris. Nous apprenons maintenant que l'engagement de Karakissas, où les Turcs s'étaient établis l'avantage, a eu contre eux un résultat défavorable pour eux. Kars, malgré les assertions de Mehemet-Pacha au correspondant de l'Evening Standard, est complètement investi, ce que, d'ailleurs, le même correspondant confirme aujourd'hui d'après ses investigations personnelles. Nous n'irons donc pas jusqu'à dire avec le même que tout est perdu désormais en Arménie pour les armes ottomanes; mais tout indique qu'elles se trouvent au moins dans une situation périlleuse. Si l'aile gauche de leurs adversaires est retenue entre Van, Bayezid et Toprak-Kale, par une partie des forces de Mouhtar-Pacha, aidées des concours des tribus kurdes de la région, rien ne paraît s'opposer à la marche des Russes par leur aile droite et par leur centre. Batoum et Kars sont menacés par eux et Ardahan en leur pouvoir. Leurs avant-gardes, d'après les dernières dépêches, sont au Soghanly-Dagh et l'ont peut-être déjà dépassé, puisqu'une dépêche, adressée hier soir de Constantinople à l'Agence Havas, dit qu'un engagement est signalé aux environs d'Erzeroum.

On se demande, en ces conjonctures, ce que font les Turcs de leur diversion, si bruyamment annoncée au Caucase. Cette diversion se borne jusqu'à présent à des pointes heureuses sur les localités des bords de la mer Noire, du côté de Soukoum-Kalé, mais, comme c'était à prévoir, les renforts arrivent rapiédement

l'intérieur, et, sans se donner la peine de discuter sérieusement l'ennemi la bande de terrain qui s'étend entre la mer et les montagnes, se contentent de fermer les passages de celles-ci et d'empêcher l'incendie de se préparer jusqu'au moment où on pourra l'éteindre tout à fait. Au caucase, du reste, comme en Algérie, le régime de tribus à tribus des initiés qui sont un puissant auxiliaire de la conquête. Les Russes ne le négligeront pas plus qu'ils n'oublieront probablement, le cas échéant, vis-à-vis de certains pachas turcs, l'argent employé jadis avec tant de succès par Philippe, roi de Macédoine.

Armées du Danube. — On signale de toutes parts un abaissement sensible et rapide du niveau du Danube. Il paraît que, quand le fleuve se met à baisser dans cette saison, le trop plein de ses eaux s'écoule en très-peu de temps. Les Russes sont impatientes de tenter le passage; leur organisation s'est complétée dans les dernières semaines, au grand détriment des Turcs qui n'ont pas au même degré ces délais à prof; mais leur état sanitaire souffre de leur séjour dans les terrains bas de la Roumanie, et il est nécessaire de les transporter sur les plateaux plus élevés et plus sains de l'autre rive.

On ne sait rien encore toutefois sur la date de l'opération ni sur la manière dont elle doit s'accomplir. Il est permis de croire à un grand effort sur Widin, à en juger par la masse d'artillerie accumulée à Kalat. La Serbie, sous le masque de la neutralité, pourrait bien au dernier moment jouer en faveur des Russes le même rôle que la Roumanie. (Temps).

L'Officiel publie la note suivante :

« Depuis quelques jours, divers journaux ont cru pouvoir mêler à leur polémique les noms des ambassadeurs accrédités auprès de M. le président de la République et de se livrer sur leurs relations personnelles à des appréciations aussi regrettables qu'inexactes. « Le gouvernement se fait un devoir de rappeler ces journaux à un plus juste sentiment des convenances et des égards dus aux représentants des puissances étrangères. »

L'arrestation de M. Bonnet-Duverdier, président du conseil municipal, n'a fait quelque bruit à Paris que dans les colonnes de la presse radicale, et encore ces journaux se bornent-ils, pour faire ressortir « la gravité » de cette mesure, à nier les propos que les témoins ont mis dans la bouche de l'orateur de Saint-Denis. Entre l'affirmation de uns de la négation des autres, le flambeau de la justice est appelé à faire la lumière; aussi nous garderons-nous bien de manifester la moindre opinion. Nous allons pour le moment nous borner à reproduire les détails suivants fournis par le Figaro sur cette arrestation, en élaguant de son récit tout ce qui pourrait ressembler à un jugement.

Hier matin, M. le juge d'instruction Guillot et M. le commissaire de police Clément se sont transportés à Saint-Denis, afin d'examiner le local où s'est tenue la réunion au cours de laquelle le président du conseil municipal de Paris s'est livré à de tels écarts de langage, que nous n'avons pas voulu les reproduire. Nous ne pouvions croire que cela fût exact. Nous hésitions à admettre que M. Bonnet-Duverdier eût tenu un discours, déjà si violent, par ces mots : « Batons-nous d'abord avec les urnes et, si nous sommes vaincus, nous emploierons alors les moyens légaux dont on a le droit de se servir envers les traités. »

Péroraison que l'orateur avait appuyée, pour la rendre plus nette encore, d'un mouvement qui rappelait énergiquement La Roquette et la rue Haxo. M. Guillot et Clément ont été bientôt convaincus, tant par les témoignages qu'ils ont recueillis que par la disposition même des lieux, que la fameuse réunion dite privée n'avait pas été autre chose qu'une réunion publique.

Des ce moment, le sort de M. Bonnet-Duverdier fut fixé, et M. Guillot lança contre le fougueux orateur un mandat d'amener dont il confia l'exécution à MM. Clément et Lombard. regretta sincèrement que son frère fût absent. C'est à son amitié sûre et discrète qu'il eût aimé confier le trop plein de son cœur. Il eut un moment l'envie de lui écrire.

« Non, se dit-il; je ne lui écrirai pas maintenant; un seul mot plus tard, puis nous irons à l'étranger faire notre voyage de noces, et nous passerons un mois à Menton près de Paul.

Il est superflu d'ajouter qu'en présence de ce mandat, le président du conseil municipal de Paris était surveillé depuis la veille, afin qu'il ne pût tenter d'aller rejoindre à Londres ses excellents amis.

Arrivés de leur mandat, MM. Clément et Lombard montèrent la rue Fontaine-Saint-Georges, où habite, au numéro 30, M. Bonnet-Duverdier, et ils l'attendirent patiemment. C'est seulement à onze heures cinquante minutes qu'il apparut. Il était seul et portait à la main, enveloppés dans un journal, ses insignes de franc-maçon, dont il avait dû s'orner dans la soirée, pour présider la réunion de la loge écossaise.

Accueilli par M. Clément, qui lui déclina ses qualités et le motif de sa présence, M. Bonnet-Duverdier se contenta de demander à son interlocuteur s'il était muni d'un mandat régulier, et, sur la réponse affirmative de M. Clément, il n'exigea pas même l' exhibition de ce mandat.

M. Bonnet-Duverdier était littéralement atterré; il pensait bien certainement qu'on n'oserait s'assurer de sa personne. Aussi, sans tenter aucune résistance, monta-t-il dans le fiacre à quatre places qui l'attendait à quelques pas de sa porte. Avant d'être conduit au domicile de son épouse, M. Bonnet-Duverdier se permit de demander à son interlocuteur s'il était muni d'un mandat régulier, et, sur la réponse affirmative de M. Clément, il n'exigea pas même l' exhibition de ce mandat.

C'était tout simplement au Dépôt de la Préfecture. Arrivés là, MM. Clément et Lombard firent réveiller le directeur de la prison, devant ce fonctionnaire, ils notifièrent à M. Bonnet-Duverdier son mandat d'arrêt, puis ils se retirèrent pendant que le directeur du Dépôt faisait conduire son nouveau pensionnaire dans une des cellules les plus convenables de la maison.

M. Bonnet-Duverdier avait écrit à sa femme quelques lignes que M. Lombard lui fit porter immédiatement; mais durant les diverses opérations que nous venons de raconter, le prisonnier n'avait pas cessé de se plaindre de sa détention. C'est seulement au moment de franchir le seuil du Dépôt qu'il exprima son mécontentement en disant : Cette arrestation était bien inutile; à la première sommation, je me serais présenté devant le juge d'instruction et même ici, à la prison.

Le lendemain matin, M. Bonnet-Duverdier demanda les journaux, afin de voir ce qu'on disait de son arrestation qui devait faire beaucoup de bruit, croyait-il. On les lui a refusés, ce qui est d'ailleurs commandé par les règlements.

Les après-midi, M. Guillot est descendu au Dépôt pour interroger M. Bonnet-Duverdier; mais, au grand étonnement du juge d'instruction, l'orateur de Saint-Denis a tout nié. A l'en croire, il n'a prononcé aucune des paroles que vient de nous raconter le prisonnier; il n'avait pas entendu M. Guillot et n'avait même pas vu M. Bonnet-Duverdier à tenon, et ordre alors a été donné de le transférer à Mazas. C'est à cinq heures et demie, que le président du conseil municipal de Paris a quitté le Dépôt, en compagnie de MM. Clément et Lombard; à six heures, il était écroué à la maison de détention du boulevard Mazas.

Décidément, les journaux républicains-radicaux se moquent sans aucune façon de leur public. Voici, entre autres excentricités, ce que nous lisons dans la République française d'hier : On écrit de Saint-Claud (Charente) : Le témoin d'arrêt que subit le commerce depuis le 15 mai continue à s'aggraver. La foire de Saint-Claud d'hier a été nulle. Le marché des bœufs a souffert particulièrement et on ne peut pas en accuser les récoltes en fourrages, qui, depuis longues années, n'avaient été si belles. La seule cause est l'admission du ministre de Broglie-Fourcay, dont le besail ne se faisait pas sentir. Nos habitants des campagnes le reconnaissent parfaitement, et ils ne se gênent pas pour le dire.

Feuilleton du Journal de Roubaix du 5 Juin 1877

LA PRINCESSE OGHÉROF

PAR HENRY GREVILLE

III. (suite)

— Tout s'arrangera, sans doute ! dit Michel préoccupé; mais qui aurait cru Milaguine si féroce sur l'étiquette ? — Un marin enragé, te dis-je. Hein ! quels trotteurs que ces chevaux ! ils valent bien leurs prix, et je ne le regrette pas. — Combien les as-tu payés ? — Trois mille cinq cents roubles, — et ils les valent. Comme ils vont ! — Oui, ils vont bien; mais quelle idée d'aller et de venir, toujours par le même chemin, comme une navette de tisserand ! Tu finiras par user le bois de cette pauvre Perspective ! Ne pourrais-tu pas trouver d'autre promenade, pour varier un peu ? — Ce n'est pas reçu, mon ami. Ignore-tu, toi citadin, qu'à cette époque de l'année, à cette heure de l'après-midi, mes trotteurs seraient déshonorés si on les voyait ailleurs ! — A ton aise ! J'en ai assez, de ta Perspective. D'ailleurs tes chiens doivent être fatigués, ils n'ont pas l'habi-

tude d'aller à pied; dépose-moi n'importe où. — Tu m'abandonnes ? — Où vas-tu ? — Faire un tour à la Morskaja, et puis chez Flora; — viens-tu avec moi chez Flora ? — Ton actrice qui a un nom de chien et une figure de chatte ? Grand merci ! je rentre; j'ai à écrire. — Comme tu voudras, mon cher. Le calèche s'arrêta. Michel sauta à terre et serra la main de son camarade. Sur un signe d'Oghérof, les lévriers bondirent à sa place. Il resta un instant immobile, regardant s'éloigner les magnifiques trotteurs, les têtes blanches des deux chiens, la silhouette élégante et paresseuse du jeune garde à cheval drapé dans le manteau d'ordonnance. — Se peut-il, pensa Michel, qu'un homme d'esprit, car enfin il n'est pas bête, puisse vivre ainsi avec des chiens, des chevaux et des actrices, sans jamais désirer mieux ? Enfin, si c'est là qu'il met son bonheur, qu'il en prenne à son aise ! Et il reprit mélancoliquement le chemin de son logis.

IV. Michel était assis devant son papier à lettres depuis une demi-heure, et les idées ne lui venaient pas du tout. En effet, comment mettre sur une ou même sur deux feuilles de papier toutes les grâces, tous les mérites de Marthe, l'histoire de son amour, — puis les côtés pratiques de cette union, la considération

qui entourait les Milaguine, leur position de fortune, — choses qui lui étaient parfaitement indifférentes à lui, mais dont son père devait être informé ? Rien ne semble plus facile que d'écrire à son père pour lui demander son consentement à un mariage que tout favorise; mais autre chose est d'écrire la lettre en réalité et de la rendre agréable à celui qui tient votre sort dans ses mains. Le général Nicolas Avérief était absent de Saint-Petersbourg depuis plus de dix ans pour les besoins de son service. Il venait tous les quinze ou dix-huit mois embrasser ses fils — car Michel avait un frère aîné, en ce moment malade à l'étranger, — puis repartait sans avoir vu le monde autrement que dans un tohubohu de dîners et de spectacles. — Quand on vient de province pour quinze jours ou trois semaines, disait gaïement le général, ce n'est certainement pas pour se reposer les pieds sur les chenets. Michel avait donc tout à lui apprendre, et le plus difficile n'était pas de mettre de l'ordre dans ses explications, mais de soulever le voile mystérieux qui jusqu'alors avait caché à tous son amour pour Marthe; — c'était de prononcer un nom sacré, et de mettre un autre, fût-ce son père, dans la confidence de cet amour.

Comme il fallait bien en passer par

là, cependant, il se décida à prendre la plume et écrivit en haut de sa page : TRÈS-CHER ET TRÈS-HONORÉ PÈRE...

Puis il reposa la plume, s'allongea dans son fauteuil, et considéra dès lors la chose comme faite, il s'abandonna aux plus doux rêves d'avenir. Au milieu de ses projets, un vague souvenir d'une époque relativement lointaine amena une ombre mélancolique. Il se rappela que dix ans auparavant, son frère, alors âgé de vingt-et-un ans, avait voulu se marier, et, comme lui, avait écrit à leur père une lettre semblable, probablement, à celle qu'il allait écrire.

Il se rappela la réponse impatientement attendue, la joie de son frère, — et le choc terrible qui avait suivi cette joie, lorsque la jeune fille, par un caprice inexplicable, avait rompu les fiançailles au bout de huit jours, déclarant qu'elle mourrait plutôt que de devenir la femme de Paul Avérief. Que s'était-il passé ? Paul avait toujours déclaré n'en rien savoir; la jeune fille n'avait jamais voulu donner d'explications; la famille avait dû céder devant cet entêtement invincible; Paul s'était retiré. Pendant longtemps Michel l'avait vu morose, refusant de toucher à ce sujet douloureux; puis tout s'était peu à peu calmé, le jeune homme avait repris ses occupations, ses goûts quelque peu modifiés, qu'il avait toujours porté vers une vie tranquille, — et depuis il n'avait plus jamais reparlé de se marier. Michel se rappelait tout cela, — et il

se faisait une fête de penser qu'un congé, plus long cette fois, lui permettrait de jouir plus amplement de la société de son fils, et de compenser ainsi ce que la saison d'été lui offrirait en moins de plaisirs mondains.

Cette lettre fit réfléchir Michel. On était à la mi-avril; deux mois seulement le séparaient du retour de son père; pendant ces deux mois, le général, en tournée d'inspection, allait changer constamment de gîte et de milieu. Etait-il bien à propos de soumettre un projet de mariage à son approbation au moment où, fatigué, harassé de ses journées, le général rentrerait d'une inspection ennuyeuse ou pénible, pour désaccacher à la hâte sa correspondance et se coucher par-dessus ? Trouverait-il seulement dans ses allées et venues la liberté d'esprit nécessaire pour apprécier les mérites de mademoiselle Milaguine ?

Il déplorait à Michel que l'image de sa fiancée pût se confondre dans l'esprit de son père avec les sermones aux capitaines-payers et les remarques sur la soupe servie aux soldats. Tout bien pesé, Michel se décida à attendre. Il lui semblait doux de ne pas rompre encore le charme qui les unissait presque à l'insu d'eux-mêmes; il fut ravi, au fond, d'avoir un prétexte pour ne pas livrer leurs noms accolés à la malignité publique. (A suivre).